Tant que la production de l'Opep n'est pas réduite à même d'éponger la différence actuelle de 2% entre l'offre et la demande (soit 1.5 à 2 millions barils liés au boom des schistes), ce mouvement de gel, qui n'a pas de chances d'être suivi, ne ramènera aucune amélioration palpable des prix. Ces derniers sont restés autour de 33-34 dollars depuis fin janvier 2016. Certains analystes considèrent cette légère stabilisation des prix comme une retombée «positive» de la réunion de Doha et à celle qui est prévue pour la mi-mars 2016, mais les raisons de cette stabilisation des prix, qui a débuté bien avant la réunion de Doha et qui pourrait être suivie d'une hausse sensible des cours dans les semaines qui suivent, semble traduire plutôt la baisse de l'activité des schistes en termes de forage et de production, une tendance dont nous avons déjà auguré le début durant l'année 2016. En effet, le nombre d'appareils de forages pétroliers américains est passé de 1 900 unités en juin 2014 à environ 900 en juin 2015 puis à 502 en février 2016 et la production à chuté de 11.6 millions barils par jour (mbj) en 2014 à 9,7 mbj en juin 2015 puis à 9.2 mbj à décembre 2015.

L'Opep d'aujourd'hui n'a plus aucune influence sur le marché qui reste contrôlé essentiellement par la production américaine pour quelques années encore. Il est curieux qu'au moment où l'Opep des divergences et du «chacun pour soi» perd de sa crédibilité et s'écarte de son objectif historique, elle vient d'être élargie, en 2016, à 13 pays (Algérie, Angola, Equateur, Indonésie, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Nigeria, Qatar, Arabie Saoudite, Émirats arabes unis et le Venezuela). L'Indonésie, qui avait quitté l'Opep en 2008, vient de la réintégrer le 1er janvier 2016 bien que ce pays ne soit plus exportateur mais plutôt importateur de pétrole depuis 2003. L'influence de l'Opep sur le marché n'est pas fonction du nombre de pays membres puisque 42% des réserves et 62% de la production du cartel sont détenus par les membres moyen-orientaux (Arabie Saoudite, Koweït, Qatar et les Émirats arabes unis) qui font aussi partie du Conseil de coopération du Golfe (CCG) avec Oman et le Bahreïn, une forme d'Opep dans l'Opep.

L'Algérie se doit de songer à prendre congé de l'Opep

Les membres du cartel se partagent alors les zones pétrolières du monde par l'octroi de concessions ou droit de propriété sur les gisements et les périmètres d'exploration pour une durée allant jusqu'à 99 ans avec des prélèvements fiscaux très modestes.

Il est vrai que tous les pays de l'Opep sont en déficit budgétaire à cause de la détérioration du marché pétrolier, mais les plus touchées ou «OPEC's Fragile Five» selon RBC Capital Markets Ltd, une banque canadienne d'investissement, sont : l'Algérie, l'Iraq, la Libye, le Venezuela et le Nigeria. Parmi ces pays, l'Algérie, avec les plus faibles réserves et la plus faible production, demeure l'économie la plus fragile si l'on exclut la production libyenne compromise par la guerre.

On peut expliquer le recul des recettes algériennes, qui ont chuté de presque de moitié en une année, par une baisse des volumes exportés mais le prix du baril reste le principal facteur étant donné que les volumes exportés ont commencé à chuter il y a une décennie (recul de 30% depuis 2005) mais la bonne tenue du prix du baril (jusqu'à trois chiffres) a permis une confortable embellie pétrolière durant la décennie écoulée. Le boosting des exportations étant une opération interne de longue haleine, la diminution de la production Opep d'un volume équivalent à l'excédent sur le marché est le chemin le plus court pouvant enrayer, tant soit peu, la chute des prix, option que l'Arabie Saoudite a totalement écartée en préférant défendre ses parts de marché et ses propres intérêts sans se soucier des autres, en cédant le rôle de «swing producer» de l'Opep aux producteurs américains.

Malgré une population de 40 millions d'habitants et sa faible production pétrolière, la 9e de l'Opep (et la 10e au retour de la Libye), l'Algérie a, à maintes reprises, exprimé au groupe sa volonté de trouver un consensus pour enrayer la chute des prix mais l'Opep de l'Arabie Saoudite avait un autre avis, celui du «chacun pour soi». Dès lors qu'un pays est membre du cartel, il ne lui est pas permis de réagir individuellement et isolément à la chute des prix comme le fait actuellement le royaume wahhabite.

Au sein de l'Opep, l'Algérie, encore frappée du sceau de fidélité à cette organisation, fait partie des pays à capacités de production limitées ne permettant pas de pallier les chutes des prix. Ces pays ont toujours tendance à guérir le mal à sa racine en plaidant pour une réduction de la production et sacrifiant une partie de leurs quotas pour sauver les prix et... l'Opep aussi, pendant que d'autres membres ayant des capacités excédentaires de production peuvent dépasser leurs quotas pour soigner leurs recettes.

Désormais, pour survivre, il faut vendre beaucoup et moins cher, ce qui ne favorise pas le petit producteur qui s'éclipse, armes et bagages, dans la gueule du plus puissant dont l'appétit grossit avec la taille.

L'Algérie est toujours en tête des pays qui supportent seuls le poids du marché et qui souffrent le plus à chaque crise pétrolière à l'exemple de celles de 1986 et de 1998 quand le pays a évité de justesse un troisième rééchelonnement. Tout compte fait, et tant que les schistes gouvernent encore le marché, notre pays se doit de songer à prendre congé de l'Opep pour se libérer de ses contraintes et entreprendre méticuleusement ce que bon lui semble sans se soumettre aux consensus d'une organisation unipersonnelle qui fonctionne désormais en mode panique.

A quoi sert de continuer à faire partie de cette organisation qui n'a d'Opep que le nom et qui a contribué à la situation économique dans laquelle se trouve actuellement notre pays: un Fonds de régulation des recettes qui peine à s'alimenter avec un baril qui côtoie le prix de référence de la loi de finances et très loin du prix d'équilibre budgétaire du pays qui est de 120 dollars, des réserves de change érodées de 20% depuis juin 2014, des recettes qui pourraient ne pas dépasser les 30 milliards de dollars en 2016, soit la moitié des importations, etc.?

Tous les membres de l'Opep et certains Nopep (dont la Russie) savent que le pétrole est l'unique source de leurs revenus qu'il ne faut pas s'attendre à un consensus autour d'une quelconque réduction de la production. Bien au contraire, en réaction à l'accord de la réunion de Doha, les autres producteurs ont ironisé l'idée du gel de la production à l'exemple de l'Iran et l'Irak qui ont même immédiatement annoncé qu'ils vont plutôt accroître leurs productions dans les mois à venir. Tout porte à croire que nous allons assister à un boosting de la production conventionnelle accompagnée d'un déclin progressif des schistes. Le marché se corrigera de lui-même, avec, en face, une Opep comme spectatrice.

M. S. B.

Énergies renouvelables vs gaz

Par Dr H. Bensaad(*)

L'APS vient de publier la déclaration de Monsieur le Ministre de l'Energie lors du cinquième symposium de l'AIG où il avait abordé, entre autres, le programme relatif aux énergies renouvelables ainsi que la quantité d'énergie électrique estimée à 150 tWh (150 000 gWh) qui serait consommée en 2030. Il eût été préférable que Monsieur le Ministre de l'Energie parlât non pas en tWh comme énergie électrique consommée en 2030, mais en gWe comme puissance installée. Il faut arrêter de vouloir impressionner l'opinion publique par le gigantisme des chiffres en cherchant à mettre en valeur la consommation alors que les capacités de production sont tues !

En fait, un simple calcul, sur la base du chiffre avancé de la mise en place d'une capacité de 22 000 mW d'électricité d'origine renouvelable à l'horizon 2030, représentant 27% de la production nationale globale d'électricité, il est facile de déduire que les capacités à installer d'ici 2030 seraient de l'ordre de 82 gWe, c'est-à-dire plus de cinq fois les capacités installées actuellement !

Si la puissance de chacune de ces centrales électriques est de l'ordre de 1200 mW, centrales traditionnellement construites en Algérie, il faudra en réaliser au moins 68 d'ici 2030, c'est-à-dire construire, en plus de celles existantes et à rénover, 4 centrales par an ! Sommes-nous capables de le faire ? Et quel est le pays qui peut se targuer de le faire ou l'avoir fait ?

Ni General Electric, ni Lavalin, ni Siemens, ni E'on, ni Toshiba, etc., ne sont capables de le faire, même en supposant payer le prix fort comme de coutume et en espérant que le prix du cuivre et autre matériau demeurent inchangés sur cet intervalle de temps. Il faudrait espérer aussi que leur cahier des charges soit presque vide, et bien sûr, que les dizaines de milliards de dollars soient disponibles pour honorer les contrats et que l'eau soit suffisamment disponible pour les systèmes de refroidissement et celle de la nappe albienne non polluée ou contaminée par l'éventuelle aventure de l'exploitation du gaz de schiste !

Quant à la génération de 22 gWe en renouvelable, il me semble qu'il est quasiment impossible de la réaliser dans les conditions actuelles de crise à moins de s'endetter ou de gager nos richesses minières et notre souveraineté en recourant à la main-d'œuvre et aux «intelligences» d'outre-mer ! Pour preuve, il suffit d'examiner la cadence avec laquelle le programme des EnR, adopté en février 2011, est en train d'être exécuté au moment où le prix du baril de pétrole était coté à plus de 100$! Aucune information, aucune analyse n'a été publiée sur le fonctionnement réel et le rendement des centrales inaugurées. Aucun retour sur investissement (payback), ni retour d'expérience n'a été rédigé et rendu public à ce jour !

J'ai eu l'occasion de m'exprimer à ce sujet dans une longue analyse publiée dans *El Watan* du 12 septembre 2011 ainsi que dans *Liberté* du 29 février 2012 où il était question de générer 12 gW pour la consommation interne et 10 gW destinés à l'exportation[1]-[2] ! Au prix où est actuellement le prix du baril de pétrole sur lequel est indexé le prix du gaz, l'achat des équipements solaires et éoliens quand la conjoncture était favorable — nous avons délibérément raté l'opportunité de les acquérir, va nécessiter l'exportation de très gros volumes de gaz. Le pourrons-nous alors que nos parts du marché se réduisent face à l'agressivité et à la concurrence d'autres producteurs et au mixte et à la transition énergétique qui s'opèrent chez nos principaux clients ! Le kWh solaire ou éolien serait-il alors économiquement rentable dans ces conditions ?

Et qui en Europe viendrait à acheter cette énergie, à supposer que son transport soit financièrement acquis, quand l'Espagne refuse tout transit sur son territoire étant elle-même largement pourvue en électricité renouvelable ? L'Italie ? Et que devient le «Galsi» ? Connaît-on vraiment la législation et la réglementation des pays de l'UE relatives au transit de l'électricité sur leur réseau électrique ? Il ne faut point oublier que l'énergie solaire tout comme sa fille aînée – l'énergie éolienne, sont des sources d'énergie intermittentes, aléatoires. Ce qui va nécessiter soit un back-up, soit une source de stockage.

Par ailleurs, les EnR ne servent pas exclusivement à produire de l'électricité comme on veut nous le faire croire. Qu'en est-il de la production de chaleur, d'eau chaude sanitaire, de chauffage des locaux par des chauffe-eaux solaires, de dessalement des eaux saumâtres, etc ? Qu'en est-il de la géothermie, de la biomasse et de tous ces déchets qui défigurent le paysage d'un si beau pays alors qu'ils pourraient être recyclés ? Ce sont autant de débouchés pour la création de PME et de milliers d'emplois qui limiteront l'exode rural et la «densification» du littoral. Y a-t-on pensé ?

Faut-il se rappeler que même nos grands-mères savaient chauffer l'eau au soleil pour laver les bambins ! Quotidiennement, les foyers étalent leur linge et leur literie au soleil, pas seulement pour les sécher, mais aussi pour détruire les acariens qui y pullulent par les ultraviolets ! Faut-il rappeler que cela fait plus de quarante ans que nous ne cessons de vulgariser, de former des compétences, de convaincre et de pousser à utiliser les différentes sources d'énergies renouvelables à l'échelle individuelle comme collective, et particulièrement dans les sites isolés qui ne pourront jamais être connectés au réseau ?

Faut-il à chaque fois que les bouleversements s'installent à nos portes pour que nos voix soient entendues et que nos recommandations cessent d'être ignorées ?

H. B.

*** Expert/Consultant en gestion et prévention des risques de catastrophes**

Responsable du programme éolien au CDER – CEN/HCR, 1983 - 1988.

Références

1. Dr H. Bensaad. *Energies nouvelles : Option, Chimère ou nécessité ?* http://www.djazairess.com/fr/elwatan/339371

2. Dr H. Bensaad. EnR *Le seuil de 40% ne sera jamais atteint d'ici 2030 !* http://www.liberte-algerie.com/dossier/le-seuil-de-40-ne-sera-jamais-atteint-dici-2030-104151.